

Observatoire de l'Afrique centrale et australe

Compte Rendu du séminaire de restitution

Mardi 6 octobre 2020, Ministère des Armées

Présentation de la Note : « RDC : le changement à pas feutrés », par Marc-André Lagrange & Thierry Vircoulon

Le président Félix Tshisekedi n'a pas réussi à marquer d'une empreinte forte sa 1^{ère} année au pouvoir à l'issue d'un processus électoral dévoyé qui a abouti à un rapport de force politico-institutionnel défavorable face au camp de son prédécesseur Joseph Kabila. Malgré le lancement d'un certain nombre d'initiatives, peu couronnées de succès pour l'instant, il reste encerclé/contraint par les hommes mis en place par le président Joseph Kabila et les tensions dans la cohabitation sont inévitables.

Au niveau économique, il n'a que peu de relais dans les grandes entreprises nationales hormis des hommes d'affaires issus des vieilles familles mobutistes. Il doit composer avec des hommes mis en place par son prédécesseur, comme Albert Yuma, le puissant président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et de la Gécamines, qu'il a dû confirmer à la tête de la société minière en 2019. Félix Tshisekedi a lancé en 2019 un programme d'urgence dit des « 100 jours » qui mêle la gratuité de l'école primaire et la relance de grands travaux d'infrastructures déjà programmés précédemment. Malheureusement, les différents marchés ont été passés de gré à gré et ce programme qui devait faire progresser l'ancrage populaire du président n'a réussi qu'à démontrer son incapacité à lutter efficacement contre la corruption qui était pourtant l'un des mots d'ordre de ses premiers discours en tant que président. De surcroît, ces projets d'infrastructures (Inga III, réhabilitation du réseau ferroviaire, pont Kinshasa/Brazzaville, etc...) ont peu avancé. Parallèlement, le secteur minier est touché par les problèmes d'insécurité et par les conséquences de la réforme du code minier en 2018 qui ont conduit certaines entreprises à se désengager. S'ajoute à cela les conséquences des baisses de certains cours (cuivre, cobalt). Plus généralement, on assiste dans le secteur minier à une mainmise chinoise de plus en plus importante par le jeu des rachats d'entreprises.

Sur le plan de la politique étrangère régionale, le président Tshisekedi a tenté de mettre fin à l'isolement du pays consécutif à la période de « glissement » électoral. Il a multiplié les voyages chez les partenaires européens et américains. Sur le plan régional, il a fait part de la

volonté de voir la RDC intégrer l'East African Community (EAC), notamment en sollicitant l'appui des présidents kenyan et rwandais. Il s'efforce de développer une politique de bon voisinage, il s'est notamment impliqué dans la médiation des tensions entre l'Ouganda et le Rwanda. Le rapprochement avec Kigali (on parle d'axe sécuritaire Kigali-Kinshasa) est particulièrement visible et n'est pas sans susciter des résistances dans l'armée, les Kivus et l'opinion publique congolaise ainsi que chez certains voisins (Ouganda et Burundi) entretenant des relations délicates avec le Rwanda. Aucune des initiatives pour régler le problème de sécurité dans l'Est de la RDC n'a porté ses fruits, faute de préparation correcte (cf. le DDR). Si la politique d'ouverture a remporté certains succès (par exemple la reprise de l'aide internationale et la relance de la coopération militaire avec la Belgique et les USA bloquée à l'époque de Kabila), la réorientation en cours de la diplomatie rencontre des résistances de la part du clan kabiliste et le président n'a pas encore le plein contrôle de la politique étrangère.

Sur le plan sécuritaire, le président Tshisekedi a tenté, depuis son investiture, de réformer l'appareil sécuritaire malgré une double contrainte, l'existence de sanctions américaines et européennes à l'endroit de certains officiers supérieurs et le fait que la totalité des officiers supérieurs aient été nommés par son prédécesseur. Le président a cependant réussi à nommer Justin Kakiak à la tête de l'Agence Nationale de Renseignements. Il n'a jusqu'à 2020 pas réussi à modifier significativement la composition de la haute hiérarchie de l'armée. Néanmoins, depuis le début de l'année 2020, certains « sécuocrates » kabilistes ont été interrogés par les services de sécurité (Kalev Mutond) ou par la Commission Nationale de Sécurité (Général Mundos, Général Kahimbi...) et il a nommé le général Christian Tshiwewe à la tête de la Garde républicaine.

Présentation de la Note « Education et pouvoir dans le conflit anglophone au Cameroun », par Cynthia Petrigh

L'école est à la fois l'un des facteurs du conflit dans la partie anglophone du Cameroun et l'une de ses principales victimes.

Le Cameroun a la particularité d'avoir connu des expériences coloniales différentes dont l'héritage se manifeste dans plusieurs secteurs, dont le système éducatif. Ce sont donc deux secteurs éducatifs différenciés qui ont dû cohabiter à l'indépendance du pays. L'Etat camerounais a mené depuis deux stratégies, l'une officielle (le bilinguisme), l'autre officieuse, (l'assimilation des Anglophones). Les systèmes éducatifs anglophone et francophone ont depuis lors cohabité, et il y a eu peu de tentatives de créer des écoles bilingues. Cependant l'administration fonctionne quasi-exclusivement en français, ce qui discrimine les Anglophones (accès à l'emploi public, et à l'emploi privé hors de la zone anglophone).

Depuis 2008, le pouvoir a multiplié l'envoi de professeurs francophones et de juges de droit civil (ignorants du système de la *Common law*) dans les régions du NOSO (Nord-Ouest, Sud-Ouest), ce qui a été vécu comme une remise en cause des droits acquis. C'est en 2016 que les revendications se sont cristallisées autour des questions de justice et d'éducation. Les manifestations sont coordonnées par un organisme apolitique, le *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (CACSC). Fin 2016, des problèmes administratifs mal gérés à l'Université de Buéa ont provoqué des manifestations étudiantes réprimées brutalement par la police.

Afin de protester contre ces brutalités policières, la CASC et l'ensemble des syndicats enseignants ont lancé des journées « villes mortes ».

Cette confrontation avec le régime s'est transformée en lutte armée et la première journée ville morte, le lundi 9 janvier 2017 a marqué le début de l'interdiction de circuler les lundi (*Monday ban*) mis en place par les combattants ambazoniens, lesquels ont décrété également l'interruption de la scolarité. Ce boycott des écoles est sévèrement mis en place par les groupes armés : 293 écoles ont été détruites (par les groupes mais parfois également par les forces gouvernementales), et plus de 850000 élèves sont non scolarisés et l'on compte plus de 3000 attaques contre des écoliers pendant les années 2018 et 2019. Des parents, face à cette situation, ont essayé ici et là d'organiser des « écoles communautaires », initiatives soutenues par le clergé mais combattues par les forces gouvernementales comme par les groupes ambazoniens. Il faut d'ailleurs noter que beaucoup de recrues des groupes armés sont des mineurs.

Face à cette dégradation sécuritaire où l'Etat perd de plus en plus la main (sur au moins 80 % du NOSO), le pouvoir met en place des mesures dangereuses et contre-productives comme l'envoi des BIR qui font des interventions extrêmement violentes (brûlent et détruisent les édifices, tirent sur tout ce qui bougent) et l'organisation de groupes d'autodéfense peuls. Dans ces régions, outre les nombreux enfants déscolarisés, de nombreuses populations n'ont plus accès aux services publics, ne sont pas soignés, pas recensés, n'ont pas accès à l'état-civil.

Face à cette situation, et ce sont des pistes de réflexion à creuser, le gouvernement devrait donner plus de place aux modérés, organiser un cessez-le-feu, enlever les unités des BIR trop brutales et les remplacer par des éléments de police ou de gendarmerie et appuyer les tentatives de médiation, comme celle du cardinal Tumi.